



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

17-01-2015

Communistes – Comité National

17-01-2015- rapport introductif

Le Comité National a rendu un hommage fraternel à notre Camarade Alain EVEN, un des fondateurs de notre Parti, membre du Secrétariat National, décédé le 9 janvier.

Chers camarades,

* Les 24 et 25 janvier, l'URCF tiendra à Paris un congrès particulier dont l'ordre du jour est : le processus d'unification de leur parti à « Communistes ». Nous souhaitons à nos futurs camarades le plein succès de leurs travaux.

Notre camarade Tonio étant retenu dans la 4^{ème} circonscription du Doubs où il est candidat à l'élection législative partielle qui aura lieu les 1^{er} et 8 février, fera parvenir un message fraternel aux participants et à travers eux à tous les membres de l'URCF. Rolande Perlican, Paul Fraisse et Michel Gruselle représenteront notre parti.

Ensemble nous serons beaucoup plus forts pour poursuivre notre combat contre les forces du capital et tous ceux qui le servent.

o o o

Une fois de plus, le gouvernement et les partis politiques se sont appliqués avec une force exceptionnelle à masquer la réalité des attentats criminels, celui du 7 janvier contre « Charlie-Hebdo », ceux du 8 janvier contre une policière et contre le supermarché caché de la porte de Vincennes.

Dès que l'attentat de « Charlie Hebdo » fut connu, notre parti rendit public un communiqué saluant la mémoire des victimes de cet attentat criminel. Il salua de la même façon la victime de Montrouge et celles de la porte de Vincennes.

Selon un procédé qu'ils pratiquent régulièrement, les dirigeants des grandes sociétés capitalistes, les partis à leur solde, le gouvernement socialiste ont, tous ensemble, réduit ce qui venait de se passer à des attentats terroristes dirigés contre la liberté de la presse, contre la liberté religieuse par des musulmans fanatiques, contre la liberté en général. D'où leur appel commun à manifester, tous ensemble, pour défendre ces libertés menacées.

« Unité Nationale face à la barbarie » titrait le quotidien financier « Les Echos » du 9 janvier. « C'est une bataille commune » déclarait le dirigeant israélien NETANYAHOU qui disposait à cette occasion d'une page entière dans le Monde daté du 12 janvier. Une semaine avant, le même avait condamné le vote de la France en faveur d'une résolution palestinienne au Conseil de sécurité de l'ONU réclamant la fin de l'occupation israélienne avant 3 ans. Il avait convoqué l'ambassadeur de France à Jérusalem pour lui faire connaître « la profonde déception d'Israël ».

Les millions de Français, qui ont défilé dans notre pays n'ont rien de commun avec de tels personnages. Ils ont manifesté pour défendre les libertés que les luttes de notre peuple ont imposées et qui sont sans cesse remises en cause, pour défendre le droit de vivre en sécurité qu'ils sentent menacée dans notre pays.

Ils n'ont pas soupçonné l'énorme opération politique qui s'est montée sous la direction des grands groupes capitalistes qui sont à la tête du pays par l'intermédiaire des grands médias qu'ils contrôlent étroitement et des gouvernements et partis à leur service.

« Je ne vais pas où l'on ne veut pas de moi ... j'étais tout à fait prête à participer à cette manifestation d'hommage » a déclaré M. Le Pen à l'issue de sa rencontre avec Hollande. Les élections cantonales ont lieu dans 2 mois, ceci explique cela. Accord sur le fond mais désaccord tactique ! Le FN a néanmoins manifesté mais à part.

Les leaders européens et d'autres pays ont défilé en tête dans la capitale, en solidarité contre le terrorisme, paraît-il... De la Gauche à la Droite ils étaient tous là !

Derrière ce qui vient de se passer, qu'y a-t-il réellement ? Il y a une réalité qu'ils cachent en mobilisant des grandes formules faciles comme la dénonciation du terrorisme etc.

La réalité qu'ils cachent, c'est que ce qui vient de se passer est un aspect de la lutte à l'échelle mondiale que se livrent les grands groupes capitalistes et, bien entendu, les gouvernements et les partis à leur solde, pour un nouveau partage du monde après la défaite et la disparition de l'Union Soviétique. Depuis cette date les affrontements de toutes sortes, les guerres, se succèdent tous avec ce même but. Il n'est que de voir ce qui se passe actuellement en Ukraine, en Afrique et en particulier au Moyen-Orient qui est la partie aujourd'hui la plus convoitée.

Actuellement les médias citent volontiers mais de façon anecdotique ce qui se passe au Nigéria. Il s'agirait d'une guerre civile opposant les « terroristes » de Boko Haram au gouvernement. Rien n'est dit sur ce que représente cet Etat, sur ses richesses, ceux qui les ; possèdent et ceux qui veulent s'en emparer. Apportons rapidement les précisions indispensables pour comprendre ce qui se passe dans ce pays.

Le Nigéria compte 180 millions d'habitants. C'est le pays le plus peuplé d'Afrique et le 7^{ème} du monde. Première puissance économique d'Afrique, 8^{ème} exportateur pétrolier du monde, il est dans les mains de TEXACO, BRITISH PETROLEUM, SHELL qui exploitent le pays avec la complicité du gouvernement mis en place, par ceux là ! « Le Nigéria est déstabilisé par la poussée de violence djihadiste dans le Nord » titrent « Les Echos » qui ajoutent « l'archevêque de la ville de JOS a réclamé un soutien international » comparable à celui dont a bénéficié la France ce week end ».

Exemple d'un autre pays: la Société multinationale française AREVA exploite les mines d'uranium du NIGER. Le sous-sol de ce pays contient les 2^{èmes} réserves d'uranium les plus importantes du monde mais en même temps, le NIGER est le 2^{ème} pays le plus pauvre du monde ! Jusqu'à présent, personne n'a jamais pu obtenir la publication du contrat d'exploitation liant le NIGER à AREVA.

Les Sociétés multinationales prennent en main directement les secteurs industriels, miniers, agricoles intensifs, qu'elles contrôlent déjà financièrement.

Des pans entiers du globe sont gérés par tout un ensemble d'acteurs non étatiques, qu'il s'agisse d'entreprises mafieuses, de grandes multinationales ou d'aventuriers de toute nature, qu'il s'agisse encore de tous ces réseaux qui irriguaient un temps la Françafrique et qui n'ont pas disparu.

En 2014, 65% des Africains ont moins de 30 ans, contre 29%% en Europe. En 2005, les Africains représentaient 12% de la population mondiale ; ils seront 22% en 2050. En 2007, l'Afrique comptait 960 millions d'habitants ; ils seront 1,4 milliards en 2025 et 2 milliards en 2050. Devront-ils supporter les conséquences d'une corruption largement induite par les investisseurs étrangers ? Continuer à assister au pillage des ressources de leur sous-sol par les sociétés transcontinentales ? Or, on le sait, les sociétés transcontinentales privées agissent en pleine complicité avec les gouvernements de leurs nations d'origine et même à l'occasion avec leur soutien actif.

Et l'on feint de s'indigner que des grands groupes financiers arabes, que de nouveaux réseaux économiques et politiques à tous les niveaux s'abritent sous l'étendard de l'Islam pour mieux participer à cette curée !

La France est avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne le pays le plus engagé militairement en Afrique et au Moyen-Orient. 8.000 soldats français y sont déployés avec tout le matériel qui les accompagne. Aujourd'hui Hollande fort de « l'union des députés, des Verts au FN » approuvant la poursuite de l'intervention de la France en Irak, envoie le

porte avion « Charles De Gaulle » dans le golfe persique » qui « attaquera des cibles en fonction des besoins ».

Et cela n'aurait aucune conséquence sur ce qui se passe sur le sol national ?

« Unité Nationale face à la barbarie » a titré « Les Echos ». « C'est une bataille commune » a déclaré Netanyaou au journal « Le Monde ». Quand le gouvernement israélien massacre des milliers de Palestiniens qui veulent vivre libres et indépendants, quand le même gouvernement maintient un peuple sous son joug, ce n'est pas de la barbarie ?

Une fois de plus, notre parti est le seul qui rétablit la vérité. Continuons à faire connaître notre position par tous les moyens dont nous disposons. Rapprochons-nous encore plus de celles et ceux qui pensent que la vérité n'est pas du côté de ceux qui défilaient en tête du cortège le 11 janvier, qu'elle n'est pas du côté de ces députés de tous bord chantant en chœur la Marseillaise. Ce que veulent les uns et les autres c'est gommer l'exploitation du peuple au moment même où elle devient féroce. Leur comportement met en danger la paix dans le monde et la sécurité de notre pays. Il faut exiger l'arrêt des ingérences et des guerres de la France, le retrait de ces corps expéditionnaires. Notre pays ne doit pas être le gendarme de l'OTAN.

Cette « Union Nationale » est le prétexte utilisé par les partis politiques au service du capital, pour mettre en place une législation soi-disant adaptée à la « guerre contre le terrorisme » pour restreindre les libertés démocratiques, au moment même où va sévir la loi MACRON. Au nom de cette « Union Nationale », ils veulent dès l'école formater la pensée unique de la jeunesse, d'où la décision du gouvernement d'imposer une minute de silence dans toutes les classes. Des jeunes refusent qu'on leur impose une opinion qui n'est pas la leur ? Quel scandale, quelle ignorance, comment corriger ça et vite !

Ce terme d'« Union Nationale » sera largement utilisée pendant les élections politiques qui auront lieu les 22 et 29 mars.

Comme nous l'avons affirmé, le Parti Socialiste et son gouvernement ont continué, et donc aggravé, la politique menée par Sarkozy et les siens... Nous avons montré à plusieurs reprises que les grands groupes capitalistes dirigent le pays et mettent en place les gouvernements qu'ils jugent les plus aptes à exécuter leurs ordres. Ils les imposent à l'opinion au moyen d'énormes campagnes publicitaires menées par les médias qu'ils contrôlent. Le problème est que de nos jours, ces gouvernements ne tiennent pas longtemps et que les dirigeants capitalistes doivent procéder à leur remplacement... pour continuer la même politique en l'aggravant une nouvelle fois. La prochaine élection présidentielle aura lieu en 2017, suivie par les législatives. Mais avant, il y aura les élections de mars prochain.

« Que faut-il changer pour que rien ne change ? » On peut déjà prévoir que les forces du capital vont s'efforcer de ratisser le plus largement possible. « L'Union Nationale » arrive à point pour cela. Attendons-nous à

des montages politiques divers permettant d'assurer la continuité du système capitaliste dans notre pays.

Nous participerons à cette campagne, avec nos candidates et candidats. Nous serons les seuls à montrer que des moyens considérables existent en France, pour porter le SMIC à 2000 euros nets par mois, pour augmenter les retraites et allocations, pour développer les services publics de qualité. Nous serons les seuls à appeler à une lutte permanente pour récupérer ces moyens qu'ils nous volent.

Considérons-nous dès maintenant en campagne électorale avec tout ce que cela comporte.

Nous y sommes déjà engagés dans la 4^{ème} circonscription du Doubs où Moscovici abandonne cette circonscription dont il était député pour devenir « Commissaire Européen chargé de l'Economie et des Finances ». On s'explique aisément les raisons de son choix !

Ce sont le secrétaire National de notre Parti Antonio SANCHEZ ouvrier métallurgiste et sa suppléante Sylvia GOUBAUX assistante maternelle qui sont le candidat et la candidate de notre parti. Ils mènent cette campagne avec l'aide des camarades de la région et sont présents sur le terrain en permanence.

« Changer pour que rien ne change... » 9 élections législatives vont avoir lieu en Europe cette année. A la fin du mois, celle de Grèce aura lieu. Nous avons tous eu connaissance du battage énorme organisé autour de SYRIZA. Ce Parti « de gauche radicale » est crédité de 34% de voix. SYRIZA c'est une nouvelle version, adaptée à la situation grecque, du parti socialiste français. Il a tenu à rassurer l'Union Européenne : « Nous sommes à la fois dans le réel et dans la confrontation... Nous voulons une solution à l'intérieur de l'Europe, nous ne prendrons pas de mesures unilatérales, sauf si nous y sommes contraints ». Le commissaire européen chargé de cette affaire est... Moscovici. Il a fait savoir qu'il n'était pas question de contrainte. Le PKK (Parti Communiste Grec) condamne sans réserve le parti Syriza et son comportement.

En Espagne des élections législatives auront lieu en décembre. La presse « de gauche » fait grand bruit autour de ce nouveau parti PODEMOS auquel les sondages attribuent 28% des suffrages devant le Parti Populaire de RAJOY (20%) et devant le Parti socialiste (27%). « Podemos bouleverse le paysage politique en Espagne » écrit « Les Echos » (le journal de la finance doit trembler de peur !).

En mars, élections au Portugal et en Estonie. En septembre en Pologne

Dans tous les pays qui voteront cette année, nous examinerons avec soin les résultats obtenus par les partis d'extrême droite.

Revenons en France où comme on l'a vu que les forces du capital et le gouvernement socialiste vont tout faire pour utiliser la situation. Rappelons que les représentants du patronat français et étranger unis, réclament à l'unanimité ou presque :

- la suppression des 35h. et la généralisation du travail du dimanche.
- la diminution du « coût du travail ».
- la flexibilisation du marché du travail.

-la suppression des procédures de consultation.

Ils trouvent le rythme des « réformes » entreprises beaucoup trop lent.

Une fois de plus le gouvernement socialiste s'est aligné, la loi MACRON s'inspire directement des « recommandations » patronales. Si elle est adoptée, elle marquera un nouveau recul considérable des salaires et pensions, des droits du travail et des garanties dans tous les domaines, comme celles concernant l'embauche, les CDI, la durée hebdomadaire et journalière du travail. Les garanties syndicales sont menacées comme elles ne l'ont jamais été. Fillon et Juppé ont reconnu « l'esprit libéral » de la loi Macron!

Le début de la discussion en séance à L'Assemblée Nationale aura lieu le 26 janvier. D'ici là le gouvernement socialiste et Macron font tout au nom de l'Unité Nationale » pour profiter de la situation actuelle. « Loi Macron : le gouvernement tente de dépolitiser le débat » titre « Le Monde » du 14 janvier et Macron déclare : « Il y a eu un énorme boulot de fait... On a fait baisser la pression politique ». « La tonalité des débats est loin d'être à l'affrontement poursuit « Le Monde ». Probablement la gravité du moment y contribue-t-elle ».

Nous allons utiliser toutes les possibilités que la campagne électorale nous offre pour nous faire entendre, pour nous opposer à ce mauvais coup et faire connaître très largement les propositions de notre parti.

Où en est la CGT ?

Les « fuites » organisées ou non sur les avantages dont a bénéficié Th. Le Paon avaient pour but de porter un coup que l'on voulait sévère à une centrale syndicale française où des syndicats (encore pas assez nombreux), continuent d'agir pour l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ceux qui espéraient que la discussion se limiterait à ces fuites en sont pour leurs frais.

De nombreuses organisations de la CGT, l'UD de Paris, celle du Val de Marne, de la Haute Garonne, la CE du SNTRS-CGT, la Fédération des Industries chimiques et bien d'autres exigent un débat clair et démocratique sur la stratégie syndicale.

L'UD de l'Indre affirme que « la crise interne qui secoue la CGT ne doit pas masquer l'essentiel, le fondamental. Elle est révélatrice de tensions internes, d'un affrontement qui au-delà des hommes, est sur le terrain de conception de société et du syndicalisme CGT. Elle émerge dans un contexte où le capital conduit une offensive de classe d'ampleur... où il est impérieux pour lui de marginaliser le syndicalisme CGT, d'associer capital et travail, d'intégrer le syndicalisme, d'en faire une institution alignée sur les conceptions réformistes du syndicalisme européen, de la CES comme du syndicalisme mondial de la CIS. C'est dans ce contexte que l'enjeu du positionnement et des orientations de la CGT et l'enjeu des luttes revendicatives, de leur sens, de l'assise sur laquelle elles se développent, du rapport de force que l'on construit ainsi et de la prise de conscience de classe qui en résulte... La sortie de cette crise exige que l'on porte sans attendre la question de nos orientations et des luttes, ce qui pose la question de la convocation d'un congrès confédéral avant son échéance

ordinaire le plus rapidement possible en 2015 dans des délais qui permettent une préparation sur le fond ».

Après la réunion du CCN (Comité Confédéral National) du 13 janvier, la situation reste dans l'opacité. Un « nouveau collectif » avec Ph. Martinez, a été chargé de présenter une « nouvelle proposition de bureau fédéral ». Rien sur la nécessité absolue d'un changement radical de l'orientation réformiste de la CGT, rien sur la nécessité d'avancer le congrès confédéral prévu en 2016, de le tenir dès 2015.

Il n'y a rien à attendre de positif de ces opérations qui se déroulent en dehors du contrôle des adhérents. Une fois de plus, tout va dépendre de leur action.

Chers camarades,

Les assemblées de remise des cartes de notre parti s'organisent. Elles doivent être l'occasion d'inviter partout, largement nos sympathisants, des salariés, des jeunes à des rencontres, pour échanger sur la situation, les raisons, comment en sortir...

Il ne faut laisser personne de côté, bien remettre la carte à tous nos adhérents, proposer à tous ceux qui approuvent, sont intéressés, de rejoindre notre parti, pour mener tous ensemble tous ce combats à venir, pour changer la situation, pour faire reculer les fauteurs de guerre dans le monde.

Réunissons les cellules, discutons politique, faisons un plan de travail. La préparation des élections avec, nos candidat (es) nous permettra d'établir des points de rencontre et de diffusion, pour faire connaître nos analyses, positions. Elle nous permettra de montrer que seul le vote pour « Communistes » est un vote anticapitaliste, un vote pour que ça change vraiment.

Accélérons la souscription. Nous savons qu'il nous faut des dizaines de milliers d'euros dans chaque canton pour le matériel officiel, pour une grande campagne de propagande de tracts, d'affiches. Il faut faire appel à tout le monde, dans toutes nos initiatives.

Enfin, nous avons notre site, qui est un outil précieux pour faire connaître notre point de vue, les actions, les initiatives. Notre hebdo, sera alimenté chaque semaine avec l'actualité mais aussi avec les initiatives, les débats, dont tous les camarades ne manqueront pas de nous informer.